Irak : les conséquences d'un mensonge d'Etat

Chacun sait que les Etats-Unis avaient justifié la guerre contre l'Irak en prétendant que ce pays détenait de terribles armes de destruction massive (chimiques, bactériologiques, voire nucléaires) qui constituaient une menace pour le monde en général et la sécurité des Etats-Unis en particulier. La Maison-Blanche prétendait même savoir où ces terribles armes de destruction étaient entreposées.

Dès le 2 octobre 2002, George Bush affirmait : « L'Irak détient assez d'agents biologiques et chimiques pour tuer des millions de gens ». Le 5 février 2003, Colin Powell ajoutait que « Saddam Hussein a entrepris des recherches sur des douzaines d'agents biologiques ». Il précisait aussi qu'il existait « une sinistre connection entre Bagdad et d'importants responsables d'al-Qaida ». Trois jours plus tard, George Bush déclarait à son tour que l'Irak aurait « dispensé à al-Qaida un entraînement aux armes biologiques et chimiques ». Quelques semaines plus tard, le vice-président Dick Cheney affirmait que « Saddam Hussein a reconstitué des armes nucléaires ».

Ces affirmations, énoncées sur le ton de la plus parfaite assurance, furent évidemment repris par les alliés de Washington. Le 24 septembre 2002, Tony Blair déclarait aux Comunes que l'Irak cherchait « à acquérir de l'uranium en Afrique pour fabriquer des armes nucléaires », qu'il possédait « des armes chimiques et biologiques » et que ses missiles pouvaient être « déployés en 45 minutes ». Le 5 février 2003, José Maria Aznar affirmait pareillement, devant les Cortés : « Nous savons tous que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive [...] Nous savons tous qu'il détient des armes chimiques ».

Tout était faux. Dès le 7 mars 2003, Mohamed El Baradei, directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) pouvait déclarer devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies qu'il n'existait « aucune indication que des activités prohibées liées au nucléaire » aient eu lieu en Irak. Peu après, les documents « prouvant » que l'Irak avait tenté d'acheter de l'uranium au Niger se révélaient être des faux grossiers.

Durant la guerre, l'Irak n'a bien entendu eu recours à aucune arme de « destruction massive » et toutes les recherches menées par les troupes

américaines d'occupation pour en découvrir sur son sol se sont soldées par un échec. Tous les sites censés abriter des armes de destruction massive ont pourtant été passés au peigne fin. Nulle part l'équipe des 1400 inspecteurs de l'Iraq Survey Group, dirigée par le général Dayton, n'a trouvé la moindre trace de l'arsenal terrifiant dénoncé bruyamment par les Etats-Unis et leurs alliés pour rallier le monde à leur cause.

C'est la confirmation que de telles armes n'ont jamais existé. Ce que les membres de l'administration Bush savaient parfaitement, puisqu'au début de 2001, quelques mois avant les attentats du 11 septembre, ils l'avaient eux-mêmes reconnu ! Le 24 février 2001, par exemple, Colin Powell déclarait au Caire que « Saddam Hussein n'a pas développé de façon significative sa capacité de mettre au point des armes de destruction massive », propos confirmés deux mois plus tard dans les mêmes termes par Condoleeza Rice.

Les Etats-Unis ont donc menti d'une manière cynique. Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone, a d'ailleurs fini par déclarer au journal Vanity Fair (30 mai 2003) que le prétexte des armes de destruction massive avait été inventé « pour des raisons bureaucratiques », parce que « c'était le seul argument sur lequel tout le monde pouvait tomber d'accord » !

Or, le mensonge en politique est très mal vu aux Etats-Unis. Richard Nixon a été acculé à la démission dans l'affaire du Watergate, non pour avoir espionné le parti démocrate, mais pour avoir juré qu'il ne l'avait pas fait. Bill Clinton a failli connaître le même sort pour avoir pareillement menti sur ses relations intimes avec Monica Lewinsky. Ces mensonges n'étaient pourtant rien à côté de l'incroyable succession de mensonges d'Etat dont se sont rendus coupables les membres de l'administration Bush pour justifier leur politique belliciste.

On comprend que, dans ces conditions, l'administration Bush fasse l'objet de critiques de plus en plus vives au sein de l'opinion publique américaine, qui l'avait pourtant massivement soutenue à la veille de la guerre. En Angleterre, Tony Blair se voit lui aussi reprocher d'avoir menti sciemment, en utilisant des preuves grossièrement trafiquées, pour lancer son pays dans une aventure militaire que rien ne justifiait.

Mais la crédibilité de la Maison-Blanche n'est pas seulement atteinte par ce mensonge. Elle l'est aussi par les conséquences de l'intervention en Irak, conséquences qui contredisent radicalement les promesses et les assurances données par l'entourage de George W. Bush — mais qui, rétrospectivement, justifient toutes les inquiétudes et toutes les critiques des adversaires de la guerre.

« Nous serons accueillis en libérateurs », avait déclaré le vice-président Dick

Cheney à la veille de l’offensive. Or, les troupes américaines, loin d’être reçues avec des fleurs, se sont heurtées pendant plusieurs semaines, en dépit de leur supériorité technologique écrasante, à une résistance armée menée avec une extrême vigueur, en particulier dans les provinces méridionales dont la population était pourtant censée aspirer plus que les autres à la fin de la dictature de Saddam Hussein.

Les Etats-Unis prétendaient vouloir « lutter contre l'islamisme ». Ils s'en sont pris au seul pays laïque de la région, avec pour seul résultat de donner le pouvoir aux chiites fanatiques qui constituent la majorité du Sud irakien. (Un sondage paru dans le journal irakien Assaah a révélé que 66 % des Irakiens souhaitent maintenant l'instauration d'un Etat islamique libéré de la tutelle américaine). Ce qui revient à dire que les Américains ont eux-mêmes créé le monstre qu'il prétendaient vouloir combattre.

La guerre devait permettre d'instaurer la paix et la démocratie. Elle a réactivé toutes les divisions que le régime de Saddam Hussein avait muselées et généralisé le chaos. Elle devait aussi permettre de juguler le terrorisme. Elle l’a partout encouragé, comme en témoignent les attentats de Riyad, de Bagdad, de Casablanca et de Djakarta.

Dans la foulée de leur victoire en Irak, les Etats-Unis espéraient enfin remodeler le Proche-Orient dans le sens de la « paix » et relancer le règlement d'une paix négociée entre les Israéliens et les Palestiniens. Ils ont seulement déclenché une nouvelle montée aux extrêmes, et conforté la positition des radicaux qui détiennent désormais le pouvoir dans les deux camps.

La « feuille de route », qui prévoyait la création d'un Etat palestinien d'ici deux ans, n'est déjà plus qu'un souvenir. Robert Malley, ancien conseiller de Bill Clinton pour le Proche-Orient, a constaté qu'elle était dès le départ « irréalisable ». Et pour cause : l'équipe du général Sharon n’en voulait pas. Pour les dirigeants israéliens, le conflit ne s’achèvera que le jour où les Palestiniens auront tous été expulsés ou qu’ils auront accepté sans condition la main mise israélienne sur leurs territoires. Pour empêcher l’émergence d’un Etat palestinien souverain, les Israéliens misent donc délibérément sur la montée aux extrêmes, encourageant par leur politique de répression le terrorisme qu’ils assurent vouloir maîtriser. Parallèlement, une immense muraille est en cours de construction, qui séparera l’Etat d’Israël des « bantoustans » où sont aujourd’hui parqués les Palestiniens, tandis que les colonies de peuplement ne cessent de s'étendre.

Dans le même temps, on commence à en savoir plus sur les arrière-plans du conflit.

Grâce aux chiffres publiés dans The Guardian (29 octobre 2003) par Suzanne

Goldenberg, chiffres fondés sur un rapport du Project on Defense Alternative Research, un institut de recherche de Cambridge (Massachusetts), on sait maintenant que le nombre réel des victimes irakiennes de la guerre est de près de 15 000 morts, dont 4 300 civils tués dans les premiers jours de l'invasion de l'Irak et 5 700 civils tués lors de l'assaut de Bagdad. Et qu'au cours de leur offensive, les avions américains ont utilisé des bombes au napalm, un mélange particulièrement destructeur de kérosène et de polystyrène, provoquant notamment l'anéantissement massif de plus de 5 000 membres de la Garde républicaine irakienne aux abords de l'aéroport de Bagdad, ainsi que sur les ponts du Tigre au sud de la capitale.

On sait que le « bunker secret » censé abriter Saddam et ses proches, dont on assurait qu'il avait été bombardé dès le premier jour de la guerre, n'a jamais existé.

On sait que l'armée américaine a non seulement couvert, mais encouragé, le pillage préparé de longue date du Musée historique et archéologique de Bagdad (plus de 50 000 objets dérobés, dont certains d'un poids de plusieurs tonnes), en laissant ces bâtiments sans aucune défense au moment même où les GIs protégeaient avec un soin jaloux le ministère du Pétrole.

On sait que toute l'histoire de la soldate Jessica Lynch, prétendûment libérée le 1er avril 2003 par une action « héroïque » des forces spéciales de l'hôpital de Nassiriya, dans le Sud irakien, où on la retenait prisonnière, n'a été qu'une mascarade orchestrée par l'armée américaine sur les conseils techniques d'un producteur de cinéma. (Blessée dans l'accident d'un camion qui la transportait, Jessica Lynch fut en réalité soignée par des médecins irakiens qui la reconduisirent eux-mêmes, en ambulance, jusqu'aux lignes américaines).

Peut-être finira-t-on même par savoir un jour la vérité sur les attentats du 11 septembre 2001, dont les circonstances exactes restent pour l'instant enveloppées d'une étrange opacité.

Dans l'immédiat, tout comme Oussama Ben Laden et le mollah Omar, Saddam Husein reste introuvable. Plusieurs centaines de suspects, arrêtés aux Etats-Unis ou en Afghanistan, restent en revanche détenus en toute illégalité et dans des conditions inhumaines au camp de concentration de Guantanamo, à Cuba, sans avoir jamais fait l'objet de la moindre inculpation. Aux Etats-Unis, le seul inculpé à ce jour est le Franco-Marocain Zacarias, que la presse a présenté comme un complice des attentats du 11 septembre, alors que la justice américaine vient de reconnaître qu'aucune preuve n'existe contre lui.

Bref, les Américains croyaient résoudre un problème. Ils en ont seulement créé de nouveaux. On peut y voir une belle illustration de ce que Max Weber appelait le « paradoxe des conséquences ».

Une autre hypothèse peut toutefois être avancée : celle selon laquelle ce chaos n'aurait nullement pris les Américains par surprise, mais correspondait au contraire exactement à ce qu'ils recherchaient.

Joshua Micah Marshall, journaliste au Washington Monthly, n'hésite pas à affirmer que « le chaos au Moyen-Orient n'est pas le scénario de cauchemar des faucons de l'administration Bush, c'est leur projet ». Une situation de chaos, explique-t-il, est en effet nécessaire aux Américains pour s'installer durablement sur place afin de parvenir à une restructuration générale de la région. « Chaque crise, ajoute-t-il, doit amener les forces américaines à s'impliquer plus encore, provoquant des réactions de plus en plus hostiles et des problèmes supplémentaires qui ne pourront être résolus que par une présence américaine encore plus importante ». Il s'agirait, en d'autres termes, de faire du Proche-Orient un nouvel Etat américain.

« Les troupes américaines pourraient bien rester en Irak pendant dix ans », a déclaré Paul Wolfowitz devant le Sénat américain.

Alain de Benoist

Irak : « Good Morning, Bagdad ! »

« Nous pouvons dire avec confiance que le monde est meilleur depuis que les Etats-Unis ont mené une coalition de forces en Irak », disait sans rire Donald Rumsfeld le 9 juillet 2003 devant une commission du Sénat américain.

Le dirait-il encore aujourd'hui ?

Depuis le 1er mai dernier, date à laquelle le président George W. Bush a officiellement annoncé la fin de la guerre, les Etats-Unis ont eu à enregistrer près de 200 morts et plus de 700 blessés, soit un bilan nettement plus lourd que celui dû aux combats eux-mêmes. Au cours de ces dernières semaines, les pertes américaines se sont établies en moyenne à deux ou trois morts par jour (contre en moyenne 25 morts par jour au Vietnam durant sept ans).

Encore ces chiffres sont-ils probablement inférieurs à la réalité. Le décompte officiel ne comprend en effet ni les soldats morts des suites de leurs blessures ni les mercenaires ou les « undocumented soldiers » tués en assurant la protection de certaines zones sensibles. Selon le journal anglais The Guardian, 6000 soldats américains ont été évacués pour des raisons médicales depuis le début de la guerre, parmi lesquels plus de 1500 blessés. L'International Herald Tribune (1er novembre 2003) a rapporté de son côté une déclaration du major Linda Haseloff, porte-parole de l'armée américaine à Tampa, en Floride, selon laquelle 350 soldats américains sont morts au combat ou dans des accidents en Irak depuis le 19 mars 2003, 2160 autres ayant été blessés. Le bilan réel serait en fait de plus 400 morts.

L'Irak est aujourd'hui un pays occupé, en proie à la violence et au chaos, où l'armée et la police ont été pratiquement démantelées, où la base communale de l'administation a disparu. Dès que la nuit tombe, l'autorité de l'armée d'occupation retombe à zéro. Au petit matin, tout est à recommencer. Et comme toujours en pareilles circonstances, la montée aux extrêmes se traduit par le cycle attentats-représailles-répression. Dès le 13 juin dernier, par exemple, plus de 100 civils iraniens, pour la plupart surpris dans leur sommeil, ont été tués par une offensive américaine à Rawah, à 400 km au nord-ouest de Bagdad.

Aucun jour ne se passe plus sans qu'un ou plusieurs soldats américains soient tués, sans que des oléoducs soient sabotés, sans que des voitures piégées explosent, sans que des attaques ou des attentats visent les troupes d'occupation. Cette résistance n'est nullement cantonnée dans la région de Tikrit, ville fréquemment décrite comme le « fief des partisans de Saddam Hussein », mais elle s'étend partout.

Dès le mois de juillet dernier, le nouveau commandant en chef des forces américaines en Irak, John Abizaid, a admis que les Américains faisaient face dans ce pays à une véritable « guérilla ». Ces propos contrastent avec ceux de Donald Rumsfeld qui, quelques jours plus tôt, affirmait encore qu'il ne s'agissait « en aucun cas d'une guérilla ou d'une résistance organisée ».

Les Américains avaient espéré jouer des antagonismes entre Kurdes et Arabes, entre chiites et sunnites, entre anciens partisans et anciens adversaires du parti Baath, mais toutes les questions qui ont pu diviser ou divisent encore les Irakiens sont visiblement devenues secondaires au regard de la lutte contre l'occupant. L'hostilité contre les Etats-Unis est en fait aussi bien nourrie par le nationalisme laïc des anciens cadres baasistes que par l'islamisme des uns, le patriotisme des autres et le mécontentement de tous. Les chiites eux-mêmes sont en train de passer à l'opposition armée. La résistance en Irak n'émane donc pas des seuls partisans du dictateur déchu. La vaste majorité des Irakiens estiment que les Etats-Unis

cherchent à s’assurer du contrôle stratégique de leur pays et de leur pétrole. Ils ne regrettent pas la dictature, mais ils n’ont pas l’intention de perdre leur liberté.

On reste à cet égard stupéfait devant l'imprévision d'un gouvernement américain, qui sait très bien faire la guerre — surtout quand il jouit d'une supériorité technologique massive —, mais qui n'avait visiblement rien prévu pour organiser la paix.

C’est en fait à une répétition du « scénario afghan » que l’on est en train d’assister. Car l’Afghanistan, tout comme l’Irak, est lui aussi à nouveau plongé dans le chaos. Deux ans après la chute des Talibans, l’armée américaine ne contrôle plus que les villes principales, à commencer par Kaboul. Partout ailleurs, les chefs de guerre ont repris le pouvoir, les femmes ont remis leur burkah et la production d'opium, que les Talibans avaient interdite, est redevenue la première industrie nationale (elle atteindra 3600 tonnes en 2003, contre 3400 tonnes en 2002).

L’occupation de l’Irak coûte actuellement près d’un milliard de dollars par semaine aux Etats-Unis, soit 142 850 dollars par jour. Le Congrès américain vient de voter une rallonge de 87 milliards de dollars pour l’Irak, somme à laquelle doit encore s’ajouter l’aide internationale décidée à la conférence de Madrid. Cependant, contrairement à ce qui s’était passé en 1991, aucun pays n’est vraiment disposé à partager ce fardeau avec les Américains, dont le déficit budgétaire ne cesse par ailleurs de s’aggraver.

Il y a maintenant plus de 150 000 soldats américains en Irak, soit deux fois plus que ce qui avait été prévu avant la guerre. La majorité d'entre eux ont le moral au plus bas (on a déjà enregistré plusieurs dizaines de suicides) et ignorent visiblement ce qu'ils font là. Certains ne sont même pas Américains : tel est le cas de 37 000 « Chicanos » recrutés à la frontière mexicaine, qu'on a enrôlés en leur faisant valoir qu'ils obtiendraient ainsi une carte de séjour et de travail (green card), et qu'on affecte systématiquement aux postes de combat les plus risqués. (Le premier Américain tué en Irak était un « Latino » d'origine guatémaltèque élevé à Los Angeles, nommé José Gutierrez).

Sur les 33 brigades de combat que compte l’armée américaine, 16 sont déjà déployées en Irak, les autres étant affectées à la réserve stratégique et à d’autres missions dans le monde. Dans ces conditions, la rotation des troupes est problématique : les soldats resteront sur place au moins un an. Et ce n’est pas l’envoi de maigres contingents polonais, espagnols, italiens ou sud-américains (Salvador et Honduras), qui pourra sérieusement modifier la situation.

Vis-à-vis des Irakiens, ces soldats multiplient en permanence des maladresses psychologiques dont les conséquences sont désastreuses — car l'intégration dans le

milieu humain n'appartient pas à la tradition militaire américaine (les bases américaines s'efforcent invariablement de recréer l'« american way of life » au mépris des masses misérables que côtoient les soldats). Leurs familles, dont la lassitude et la colère sont manifestes, exigent leur retour, tandis que l'état-major tente encore de trouver 30 000 hommes supplémentaires auprès des rares pays faisant partie de la « coalition ». Le but étant de remplacer des morts américains par des morts étrangers, ils ont évidemment du mal à y parvenir. La France et l'Allemagne ont déjà fait savoir qu'elles n'enverraient pas de troupes en Irak sans un mandat spécifique des Nations-Unies. La Pologne et l'Italie, en revanche, ont déjà commencé à payer le prix de leur soutien à Washington.

Le harcèlement quotidien des troupes américaines fait surgir le spectre d'un « enlisement » qui, pour l'opinion publique américaine, évoque immanquablement le Vietnam. Les deux situations ne sont certes pas comparables : l'Irak ne bénéficie pas d'un appui extérieur comparable à celui que l'Union soviétique et la Chine apportaient au Viêt-Cong, et la résistance irakienne est pour l'heure beaucoup moins structurée. Mais il y a des parallèles indéniables.

Comme au Vietnam, les Américains réagissent à la guérilla par une approche « quantitative », en privilégiant les solutions militaires d'ordre technologique et en s'efforçant de gérer de façon rationnelle leur force de feu. Ce schéma « managérial », très ancré dans la mentalité et la tradition américaines, est en général mal adapté à l'« irrationalité » apparente et à l'imprévisibilité des attaques. Il suppose que le nombre des assaillants est à la fois limité et incompressible, en sorte qu'il suffirait de les identifier et de les détruire (« search and destroy »), alors que dans un pays où l'organisation sociale reste de type traditionnel ou « tribal » chaque mort supplémentaire fait se lever de nouveaux combattants désireux de le venger.

La poursuite et le durcissement de la lutte entraîneront inévitablement une fuite en avant. Il en résulte que plus le temps passera, plus l'armée américaine sera perçue comme un corps étranger en Irak. Pour y parer, les Américains seront sans doute tentés de créer de toutes pièces une armée « locale » à leurs ordres. Mais celle-ci souffrira des mêmes défauts que les armées qu'ils ont soutenues à bout de bras dans le passé (armées nationaliste chinoise, coréenne, sud-vietnamienne, etc.). Il peut à terme en résulter une insurrection généralisée. « Lorsque les GIs et les Marines seront systématiquement “caillassés” par des nuées d'enfants, disait récemment un expert militaire français, le point de non-retour sera atteint ». « Dans ce qui sera un mélange de Vietnam et d'Intifada, ajoutait-il, il est difficile de prévoir une autre issue que le retour piteux des boys au pays ».

Le scénario le plus probable est donc celui d'un enlisement, avec une résistance qui s'intensifiera — aussi longtemps du moins que l'opinion américaine le supportera. Mais le supportera-t-elle longtemps au rythme où se dégrade la situation

? Pour George W. Bush et son équipe, le décompte électoral a déjà commencé.

Chaque fois qu'un pays non musulman a envoyé des troupes en terre arabe sous le prétexte d'y ramener la paix, c'est un surcroît de violence qui en a résulté. C'est l'installtion des troupes américaines à Riyad après la guerre du Golfe de 1991 qui a fourni à Oussama Ben Laden le prétexte pour créer le réseau al-Qaïda. C'est l'occupation du Sud-Liban par les Israéliens qui a permis au Hezbollah de se développer. L'occupation de l'Irak aura des effets similaires. Loin de permettre de régler le problème israélo-palestinien ou de mettre au pas la Syrie et l'Iran, elle risque beaucoup plus probablement d'entraîner une déstabilisation générale de toute la région.

Alain de Benoist

Irak : les profiteurs de guerre

De l'avis général, les Américains font aujourd'hui main basse sur l'Irak, avec apparemment l'intention d'en faire un banc d'essai pour une privatisation généralisée de type ultralibéral. « Il ne s'agit ni plus ni moins, comme l'a écrit le député européen Sami Naïr, que de vendre les industries étatisées, en particulier celles du secteur pétrolier, de créer une Bourse, d'implanter un régime fiscal comparable à celui des Etats-Unis pour favoriser les investisseurs étrangers ».

La reconstruction de l'Irak va certes coûter cher. Mais elle rappportera beaucoup aux firmes qui en seront chargés : la manne est d'ores et déjà estimée à plusieurs milliards de dollars !

Les investissements en Irak seront supervisés par l'Iraqi International Law Group (IILG). Cette société, fondée en juillet 2003 pour fournir aux entreprises étrangères les informations dont elles ont besoin pour s'installer sur le marché irakien, a été créée par Salem Chalabi, en association avec l'avocat américano-israélien Mark Sell, PDG de la société Zell Goldberg & Co. Ce dernier, qui possède des bureaux à Washington et à Jérusalem, dirigeait auparavant un cabinet d'avocats avec Douglas Feith, l'un des « faucons » les plus en vue du Pentagone, aujourd'hui responsable

de la reconstruction de l’Irak. Aux élections israéliennes de 1996, Mark Zell avait fait campagne pour Benjamin Nétanyahou et avait même appartenu au bureau politique du Likoud.

Salem Chalabi est le neveu de l’ancien banquier Ahmad Chalabi, qui avait été condamné dans les années quatre-vingt à 22 ans de prison par un tribunal jordanien pour son implication dans un scandale de 200 millions de dollars. Ahmad Chalabi est aujourd’hui le chef du Congrès national irakien, mouvement d’opposition à Saddam Hussein soutenu depuis des années par le Pentagone.

Un rapport publié le 5 novembre par le Center for Public Integrity révèle que les entreprises américaines ayant obtenu depuis deux ans, la plupart du temps sans aucune mise en concurrence, 8 milliards de dollars de contrats en Irak et en Afghanistan, sont aussi celles qui ont le plus contribué au financement de la campagne électorale de George W. Bush. Les 71 sociétés et entrepreneurs individuels qui ont obtenu des contrats ont participé à cette campagne en donnant à Bush plus de 500 000 dollars, plus qu’ils n’en avaient donné à aucun autre homme politique depuis douze ans.

Le contrat pour l'administration du port d'Oum Kasr (4,8 millions de dollars) a déjà été attribué à la société américaine Stevedoring Services of America. Un autre contrat d'assistance technique a été offert à la compagnie Internationale Resources Group, qui aura comme sous-traitant l'agence britannique Crown Agent. C'est d'autre part l'ancien PDG de Shell Oil, Philip Carroll, qui a été choisi pour superviser le ministère du Pétrole.

Mais les principaux gagnants sont deux grandes firmes de génie civil basées aux Etats-Unis, les sociétés Bechtel Corporation et Kellogg Brown & Root (KBR).

Numéro un américain de la construction et de l’ingénierie, la Bechtel Corporation a obtenu, dès avril 2003, un contrat de remise en état des infrastructures locales (centrales et réseaux électriques, aéroports, systèmes de distribution des eaux) de quelque 34,6 millions de dollars. Le montant final pourrait atteindre 680 millions de dollars, sous réserve de l’approbation du Congrès — les responsables de la Bechtel Corporation ayant reçu comme consigne impérative d'exclure de leurs contrats de sous-traitance toutes les entreprises françaises. Or, en février 2003, Riley Bechtel, PDG de la société, avait été nommé membre du Conseil pour l’exportation rattaché à la Maison-Blanche, et c’est l’un des vice-présidents de cette même firme, Jack Sheehan, qui siège aujourd’hui au Conseil de défense aux côtés du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Embauchée comme sous-traitant par la Parsans Corporation, la société KBR a quant à elle obtenu pour le chantier stratégique de la remise en état du secteur

pétrolier, où les Américains espèrent pouvoir porter la production de 2,5 millions à 7 millions de barils par jour d'ici à quelques années (ce qui représenterait un revenu annuel de quelque 60 milliards de dollars), un contrat sans appel d'offres ne prévoyant de limite ni sur sa durée ni sur les sommes impliquées, avec une première tranche estimée à plus de 500 millions de dollars.

Or, la société KBR est tout simplement une filiale de la compagnie Halliburton, dont le vice-président Dick Cheney a été le PDG d'octobre 1995 à août 2000. Par l'intermédiaire de KBR, Halliburton s'est aussi vu attribuer l'exclusivité de l'approvisionnement des soldats présents, non seulement en Irak, mais aussi en Arabie séoudite et dans les Emirats. La même firme avait déjà obtenu pour 103 millions de dollars de contrats en Afghanistan. Au titre des services rendus, Dick Cheney a lui-même reçu en 2001 198 600 dollars de la société Halliburton, qui lui en versera encore 150 000 par an jusqu'en 2005.

Dans le New York Times, Thomas Friedmann écrivait récemment : « Nous avons maintenant un 51e Etat de 23 millions d'habitants. Nous venons d'adopter un nouveau bébé du nom de Bagdad ». Le « bébé » va coûter cher. Mais l'argent ne sera pas perdu pour tout le monde.

Alain de Benoist